



LE 17 JUIN FAIRE DES VAGUES

**NOTRE MÉTIER CHANGE CONTRE NOTRE GRÉ.
C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR.**

- ➔ **Les réformes (Lycée et Loi Blanquer) que nous combattons transforme radicalement notre métier.** Des enseignements formatés et une évaluation permanente de savoirs répertoriés et restitués rapidement se substituent progressivement à notre liberté pédagogique encadrée par la loi.
- ➔ **Nos conditions de travail ne peuvent que s'aggraver :** des programmes décidés sans concertation, des horaires réduits, des années de Première et Terminale tronquées, des classes plus chargées, des concertations et évaluations à n'en plus finir, des suppressions de postes touchant principalement les collèges...

**N'ÉCOUTANT QUE LUI-MÊME, LE MINISTRE, SEUL, EST RESPONSABLE DE
LA MISE EN DANGER DU BON DÉROULEMENT DES EXAMENS.**

- ➔ **Il balaie d'un revers de main toute critique, refuse le dialogue,** n'admet aucune inflexion ou amendement même quand tous les votes au Conseil supérieur de l'éducation (personnels, parents, élèves...) lui ont été défavorables pendant des mois. Il maintient la loi pour une École de la confiance qui conduit, par l'intimidation, à museler la profession.

Depuis plus d'un an, tous les partenaires de l'École, syndicats et autres, ont multiplié les alertes ; le ministre a accéléré le train de ses réformes improvisées et précipitées, qui désorganisent complètement le lycée. Dans ces conditions, c'est le ministre qui nous impose cette modalité d'action. C'est lui qui en appelle à notre professionnalisme tout en **refusant d'écouter les professionnels que nous sommes !**

**EN GRÈVE LE 17 JUIN POUR TRANSFORMER LE PROJET
ET CONTINUER EN SEPTEMBRE.**

- ➔ Dans les lycées, les choix de structures de la Première sont décidés **mais tout le reste est encore en suspens et peut encore être modifié** : le nombre de spécialités en Terminale, les horaires, l'organisation du bac et ses épreuves, les programmes...
Les annonces présidentielles sur le pouvoir d'achat des enseignants, largement entamé par des années d'austérité salariale, ne doivent pas rester lettre morte.
Le combat contre ce projet désastreux pour l'enseignement est commencé depuis un an. Il se poursuivra, sous des formes diverses, mais toujours avec la même détermination, le 17 et après.

**Le ministre de l'Éducation, le gouvernement et sa majorité
portent la totale responsabilité de cette grève
et des conséquences qui pourraient en résulter.**



**Le SNES-FSU appelle tous les personnels
des lycées et collèges à la grève le 17 juin,
jour de surveillance des premières épreuves du bac 2019.**